



MEMORANDUM N° 04/2011

11/01/2011

SUMMARY:

- ONE) – CARTER CENTRE PRAISES SUDAN REFERENDUM BODY – Page 2**
- TWO) – SECESSION TALK DRIVES 120,000 SOUTH SUDANESE AWAY FROM THE NORTH – Page 2**
- THREE) – VOTING IN SOUTH SUDAN CONTINUES IN SECOND DAY OF SECESSION REFERENDUM – Page 2**
- FOUR) – OBAMA APLAUDS SECESSION VOTE – Page 3**
- FIVE) - FRESH CLASH IN ABYEI AFTER SOUTHERNERS BLOCK ACCESS TO MESSIRIYA - Page 3**
- SIX) – SUDAN'S BASHIR OFFERS TO TAKE ALL DEBT, SAYS CARTER - Page 3**
- SEVEN) - 20 % PARTICIPATION IN FIRST DAY OF SOUTH SUDAN SECESSION REFERENDUM – Page 4**
- EIGHT) – WESTERN SAHARA REFUGEES SEEK ASYLUM IN SPAIN - Page 4**
- NINE) – CHINA’S TRADE SURPLUS DOWN 7% IN 2010, AFTER 34 % FALL IN 2009 - Page 4**
- TEN) – FRANCE DECLARES ENTIRE SAHEL REGION UNSAFE AFTER NIGER CLASH - Page 5**
- ELEVEN) – 1,500 FRENCH IN NIGER HESITATE BETWEEN LEAVING AND STAYING - Page 6**
- TWELVE) – FRENCH DEFENCE MINISTER IN NIGER - Page 6**
- THIRTEEN) – EU’S ASHTON OFFERS HELP TO END TERRORISM THREAT IN THE SAHEL – Page 7**
- FOURTEEN) – GHANA NOT TAKING SIDES IN IORY COAST CRISIS, SAYS PRESIDENT - Page 7**
- FIFTEEN) – WEEKEND OF RIOTS IN ALGERIA TOO - Page 7**
- SIXTEEN) - TUNISIAN GOVERNMENT ADMITS 14 DEAD IN RIOTS - Page 8**
- SEVENTEEN) - EU’S ASHTON URGES IMMEDIATE LIBERATION OF TUNISIA DEMONSTRATORS – Page 8**
- EIGHTEEN) - FRANCE DEPLORES TUNISIA VIOLENCE – Page 8**

ONE) – CARTER CENTRE PRAISES SUDAN REFERENDUM BODY

L'ancien président américain Jimmy Carter a félicité vendredi la commission référendaire d'avoir surmonté les "grandes difficultés" auxquelles elle a dû faire face pendant la préparation du vote, prévu dimanche, sur l'autodétermination du Sud-Soudan. "Ils ont eu de grandes difficultés, avec la sélection tardive des membres et des problèmes de financement. Aussi avons-nous le plaisir de féliciter Dr Khalil et son équipe", a dit M. Carter après une rencontre avec le chef de la commission, Mohammed Ibrahim Khalil, et l'ex-président sud-africain Thabo Mbeki. Le référendum est prévu par l'accord de paix conclu en 2005 entre le Nord et le Sud du Soudan, qui avait mis fin en 2005 à une guerre civile de plus de vingt ans. Interrogé sur la possibilité d'un retour à la violence si le Sud choisit de faire sécession, M. Carter, qui doit rencontrer M. Béchir samedi avant de s'envoler pour Juba dimanche, a indiqué que des déclarations récentes de ce dernier l'avaient rassuré. Lors d'une visite à Juba, la capitale du Sud-Soudan semi-autonome, M. Béchir a affirmé qu'il accueillerait favorablement la décision des Sudistes quelle qu'elle soit. "Il y a un mois, nous étions beaucoup plus préoccupés. Mais les récents développements ont été particulièrement encourageants, surtout les commentaires du président Béchir", a affirmé M. Carter. "Nos évaluations actuelles du processus référendaire sont très positives". M. Carter se trouve au Soudan au nom du Carter Center, organisation de promotion des élections et de médiation dans les conflits qu'il a fondée et qui doit observer le vote, qui durera jusqu'au 15 janvier. Le travail de la commission avait été bloqué en raison d'un différend entre Nordistes et Sudistes, qui réclamaient chacun le poste de chef de la commission pour leur candidat, ce qui avait renforcé les craintes d'un report du référendum. Le Sud a finalement cédé, permettant la nomination d'un nordiste.

TWO) – SECESSION TALK DRIVES 120,000 SOUTH SUDANESE AWAY FROM THE NORTH

Le nombre de Sud-Soudanais déplacés dans le Nord du Soudan revenus dans leur région d'origine en vue du référendum de dimanche a doublé depuis mi-décembre, atteignant 120.000 personnes, a indiqué vendredi le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). "Cela correspond à une moyenne de 2.000 personnes qui vont vers le Sud chaque jour", explique le HCR, dans un communiqué. Mi-décembre, ils étaient 55.000 à avoir fait le déplacement vers leurs Etats d'origine au Sud du Soudan, région qui compte déjà 215.000 personnes déplacées. "Un grand nombre de ceux qui ont vécu pendant de nombreuses années dans le Nord expliquent qu'ils sont partis car ils ont peur de l'inconnu et veulent commencer une nouvelle vie dans leur Sud natal", explique le HCR. Les Sud-Soudanais se prononcent à partir de dimanche et jusqu'au 15 janvier sur leur indépendance. La population devrait opter pour la partition du plus grand pays d'Afrique. La majorité des familles qui décident de rentrer au Sud habitaient auparavant dans les alentours de la capitale Khartoum (au Nord du Soudan), où ils ont vécu durant plusieurs générations. A leur retour dans le Sud, ces personnes s'installent dans les centres urbains, "créant une pression additionnelle sur ces villes qui ont une infrastructure fragile", s'inquiète le HCR. Une fois le référendum passé, le flux de Sud-Soudanais habitant dans le Nord et retournant au Sud devrait se poursuivre pendant plusieurs mois, selon le HCR. Mais pour ceux qui souhaitent rester vivre dans le Nord, "il est important que leur statut soit établi", prévient l'agence onusienne qui craint qu'un "nombre important" d'entre eux ne "devienne apatrides". Actuellement entre 1,5 et 2 millions de Sud-Soudanais vivent dans le Nord du pays, selon le HCR.

THREE) – VOTING IN SOUTH SUDAN CONTINUES IN SECOND DAY OF SECESSION REFERENDUM

Des milliers de Sud-Soudanais faisaient la queue lundi matin devant les bureaux de vote, au deuxième jour du référendum d'indépendance de cette région qui devrait mener à la partition du plus grand pays d'Afrique, selon des journalistes de l'AFP. A l'université de Juba, capitale du Sud-Soudan, de longues files d'attente s'étendaient devant le bureau de scrutin local, certains électeurs étant même arrivés pendant la nuit dans l'espoir de déposer leurs bulletins de vote dans l'urne. "Je suis arrivé à deux heures du matin. Hier, j'étais à l'Eglise, et après la messe, je voulais voter, mais les files étaient trop longues. Alors je me suis dit qu'il était préférable de revenir aujourd'hui", a dit à l'AFP James Khor Chol, 28 ans. Les Sudistes se prononcent depuis dimanche et pendant une semaine sur le maintien de l'unité avec le reste du Soudan ou la sécession, un scrutin qui devrait

mener à la partition du Soudan, le plus grand pays d'Afrique, divisé entre le Nord, musulman et en grande partie arabe, et le Sud, afro-chrétien. Les bureaux de vote ouvrent chaque jour à 8H00 (5H00 GMT) et ferment à 17H00 (14H00), mais dimanche, au premier jour de ce scrutin historique, l'afflux populaire a forcé la fermeture tardive de plusieurs bureaux de vote. Environ quatre millions d'électeurs sont inscrits sur les listes pour ce scrutin. Au moins 60% des électeurs inscrits doivent voter afin que le résultat du référendum soit jugé valide, selon les règles établies par la commission référendaire.

FOUR) – OBAMA APLAUDS SECESSION VOTE

Barack Obama on Sunday welcomed the vote in Sudan on an independence referendum for the south and warned against rhetoric or violence aimed at discouraging people from going to the polls. "This is an historic step in the years-long process to fully implement the Comprehensive Peace Agreement that ended the civil war between north and south," Obama said in a statement. Sunday marked the first day of voting in a week-long ballot that could cut Africa's biggest country in two and deprive the north of most of its lucrative oil. "We know that there are those who may try to disrupt the voting," Obama said. "All sides should refrain from inflammatory rhetoric or provocative actions that could raise tensions or prevent voters from expressing their will." Obama said the world was united in a determination to make sure that all parties live up to their obligations. "The world will be watching in the coming days, and the United States will remain fully committed to helping the parties solve critical post-referendum issues regardless of the outcome of the vote," he said.

FIVE) - FRESH CLASH IN ABYEI AFTER SOUTHERNERS BLOCK ACCESS TO MESSIRIYA

Le regain de tensions dans l'enclave soudanaise d'Abyei témoigne de la précarité de la situation dans cette région disputée, devenue au fil des ans une "cause sacrée" pour le Nord et le Sud au risque d'envenimer les relations entre les deux parties. Lutte pour l'accès à l'eau, rivalité historique, champs pétroliers et radicalisation des esprits: Abyei a tous les ingrédients d'un cocktail explosif. De nouveaux affrontements entre tribus rivales Dinka et Messiriya ont fait au moins huit morts dimanche. "Ce matin, nos vaches se rendaient à la rivière pour boire de l'eau lorsque 400 Dinkas ont coupé la route. Il y a eu des affrontements à une trentaine de km au nord-est de la ville d'Abyei", a dit à l'AFP Hamid al-Ansari, l'un des chefs des nomades arabes Messiriya. "Les combats se sont poursuivis jusqu'à 15H30 (12H30 GMT). Nous avons perdu huit hommes au combat et 20 ont été blessés", a-t-il ajouté. Des responsables de la tribu Dinka Ngok ont confirmé des affrontements dimanche, affirmant avoir perdu neuf hommes depuis vendredi. La région, habitée principalement par les sudistes Dinka Ngok, est traversée chaque année par les Messiriya dans leur migration vers le Sud-Soudan en quête de pâturage. Mais si le Sud fait sécession, les Messiriya craignent de ne plus avoir accès à Abyei. "Les esprits se radicalisent", regrette un observateur de la scène soudanaise. "C'est devenu une question symbolique, les deux camps sont en train d'en faire une cause sacrée pour satisfaire leur clientèle", déplore un diplomate sous le couvert de l'anonymat. Pour l'instant, les armées du Nord et du Sud-Soudan n'ont pas le droit de rentrer à Abyei, patrouillée par l'ONU et des unités mixtes, mais si l'une des deux armées pénétrait dans Abyei, la situation pourrait dégénérer. "Le Soudan a le potentiel pour être le théâtre de la plus importante guerre conventionnelle sur la planète si le Sud et le Nord retournent en guerre", estime John Prendergast, du lobby américain Enough Project, qui s'est rendu cette semaine à Abyei.

SIX) – SUDAN'S BASHIR OFFERS TO TAKE ALL DEBT, SAYS CARTER

Sudan's President Omar Hassan al-Bashir offered to take on all of the country's crippling debt if the south declares independence after a referendum, former U.S. President Jimmy Carter told CNN on Monday. "I spoke with President al-Bashir. He said the entire debt should be assigned to north Sudan and not to the southern part ... So, in a way, southern Sudan is starting with a clean sheet on debt," Carter said in an interview with the

television channel. Sudan has previously called for its nearly \$38 billion in debt to be forgiven to strengthen prospects for peace. Most of that debt is in arrears, according to the International Monetary Fund.

SEVEN) - 20 % PARTICIPATION IN FIRST DAY OF SOUTH SUDAN SECESSION REFERENDUM

Le taux de participation au référendum a atteint les 20% au Sud-Soudan dimanche, premier jour du scrutin sur l'indépendance de cette région semi-autonome, a annoncé lundi un responsable de la commission référendaire. "Le pourcentage de ceux qui ont voté hier (dimanche) dans les Etats du Nord était de 14%, et dans le Sud il était de 20%", a affirmé Paulino Wanawilla Unango, membre de la commission référendaire, lors d'une conférence de presse. Près de quatre millions de Sud-Soudanais, au Sud-Soudan mais aussi dans le Nord et à l'étranger, sont appelés à voter jusqu'au 15 janvier pour le maintien de l'unité avec le Nord ou la sécession. Pour que le résultat du vote soit validé, le taux de participation doit être d'au moins 60%. Les responsables sudistes ont appelé sans relâche les électeurs à se rendre aux urnes en masse. La partition semble inévitable à l'issue de ce référendum prévu par l'accord de paix conclu en 2005 entre le Nord et le Sud, qui a mis fin à une guerre civile de plus de 20 ans à l'origine de deux millions de morts. **RESULTS ON FEBRUARY 2** Wanawilla a donné des précisions sur le calendrier d'annonce des résultats, affirmant que les résultats définitifs devaient être disponibles le 2 février. "Les bureaux de vote annonceront les résultats du 15 au 17 janvier, puis les comtés annonceront les leurs le 20 et les Etats le 23", a-t-il dit. "Pour le Nord du Soudan et l'étranger, les résultats seront annoncés le 26 et pour le Sud le 30. Les résultats (globaux) provisoires seront annoncés le 2 février", a-t-il ajouté. "Et s'il n'y a pas de contestation, les résultats définitifs seront annoncés le 2 février", a-t-il poursuivi. La participation restait massive lundi, au deuxième jour d'un scrutin historique qui devrait aboutir à la création du dernier-né des Etats du monde. L'affluence avait été telle dimanche que plusieurs bureaux de vote de Juba, la capitale sudiste, ont dû fermer plus tard. Le vote s'étale sur sept jours jusqu'au 15 janvier. Le Sud-Soudan, vaste région sous-développée mais gorgée de ressources naturelles, a connu deux guerres civiles avec le Nord du pays, la première de 1955 à 1972 et la seconde de 1983 à 2005. Ces deux guerres ont fait environ 2,5 millions de morts et déplacé au moins quatre millions de personnes.

EIGHT) – WESTERN SAHARA REFUGEES SEEK ASYLUM IN SPAIN

Un groupe de 16 immigrés sahraouis, arrivés mercredi par mer sur l'île espagnole de Fuerteventura après avoir vécu "cachés" à Lâayoune, va demander l'asile politique aux autorités espagnoles, indiquent vendredi plusieurs journaux. Les immigrés baseront leur demande sur le fait qu'ils ont participé au campement de protestation à Lâayoune, dont le démantèlement, début novembre par la police marocaine, a entraîné des violences dans cette ex-colonie espagnole sous contrôle marocain, et sur le fait qu'ils craignent pour leur "intégrité physique" en cas de rapatriement, rapporte le quotidien El Pais Selon le journal ABC, les demandeurs ont expliqué aux autorités espagnoles qu'ils fuyaient "la répression" et qu'ils se "cachaient" depuis plusieurs semaines à Lâayoune. Il est "probable que l'Espagne concède l'asile politique" à ces "fugitifs", selon une source juridique citée par El Pais. Le démantèlement le 8 novembre à Lâayoune au Sahara occidental d'un camp de 15.000 contestataires sahraouis a entraîné des violences et des troubles dans cette région. Le bilan officiel marocain fait état de 13 morts, dont 11 parmi les forces de l'ordre, tandis que le Front Polisario, organisation favorable à l'indépendance du Sahara occidental, a fait état de "dizaines de morts" sans préciser leur identité. Le Maroc a rejeté l'idée d'une enquête de l'ONU sur ces violences et refuse que la mission de l'ONU sur le Sahara, la Minurso, ait compétence en matière de droits de l'Homme. Ancienne colonie espagnole, le Sahara occidental a été envahie et annexé en 1975 par le Maroc.

NINE) – CHINA'S TRADE SURPLUS DOWN 7% IN 2010, AFTER 34 % FALL IN 2009

China's trade surplus narrowed in 2010 for the second straight year, giving Beijing grounds to rebuff U.S. pressure for faster currency appreciation ahead of President Hu Jintao's visit to Washington next week. The Chinese government will point to the latest numbers as evidence that it is making steady progress in

rebalancing its economy toward domestic consumption, cutting reliance on exports and giving the world a lift through surging demand for imports. For the United States, however, this may be happening too slowly, with the politically sensitive bilateral trade gap between the world's two biggest economies widening further in 2010. But the month of December alone was consistent with what has been a pattern since the outbreak of the global financial crisis more than two years ago. With the Chinese economy growing much faster than the rest of the world, imports outshone exports. China's December exports rose 17.9 percent from a year earlier and imports increased by 25.6 percent, the customs agency said on Monday. That left the country with a trade surplus of \$13.1 billion, well down from analysts' expectations of a \$20 billion figure and the lowest in eight months. "Imports are much stronger than we have expected, indicating that the domestic investment and internal demand are mainly pushing up domestic consumption," said Wang Han, an economist at advisory firm CEBM in Shanghai. **JUST € 150 BILLION FOR THE ENTIRE YEAR** For all of 2010, China's trade surplus was \$183.1 billion, down 7 percent from \$196.1 billion in 2009. The surplus had fallen 34 percent in 2009 from its pre-crisis peak of nearly \$300 billion in 2008. "This could reduce the pressure for yuan appreciation and also remove some pressure for the central bank to imminently launch aggressive tightening," said Wang Hu, an economist with Guotai Junan Securities. Along with quickening the pace of yuan gains, the government raised interest rates twice and banks' required reserves six times last year to rein in inflation. A smaller trade surplus means that less money is flowing into China, decreasing the central bank's urgency to mop up the excess cash in the economy that has pushed prices higher. **YUAN'S ROLE** Beijing has let the yuan rise 3 percent against the dollar since mid-June, when it lifted the currency from a nearly two-year peg that cushioned the economy from the impact of the global financial crisis. Critics in the United States say that China keeps the yuan cheap to give its exporters an unfair advantage in selling their wares to the world. These long-standing complaints have taken on added potency in the wake of the financial turmoil that has left the United States with an unemployment rate of 9.4 percent. But Beijing has counselled for patience, repeatedly pledging to reduce its economy's reliance in exports and to seek a more balanced trade relationship with the rest of the world. It has begun to move in that direction on the back of surging imports of oil, iron ore, copper and other raw materials needed to fuel its economy. But apart from agricultural goods such as soy beans, the United States provides few of the commodities sought by China. That mismatch showed in another whopping trade gap between the two last year: \$181.3 billion, up 26 percent from 2009, according to the Chinese data. There are signs that China's overall trade surplus, having narrowed in 2009 and 2010, could rebound this year. The export order sub-index in the country's purchasing managers' index, a leading indicator of export demand, has been very strong of late, Goldman Sachs economists Yu Song and Helen Qiao noted. And Li-Gang Liu, an economist with ANZ in Hong Kong, said that improvements in the U.S. jobs market would also shore up global demand. "We still see a robust year ahead for China exports," he said.

TEN) – FRANCE DECLARES ENTIRE SAHEL REGION UNSAFE AFTER NIGER CLASH

France said on Sunday the African Sahel region was no longer safe for its citizens after suspected al Qaeda militants killed two Frenchmen in Niger. The pair were found dead, apparently killed by their kidnappers on Saturday, after French special forces joined a failed attempt to rescue them in the African state. "French nationals should be extremely vigilant and careful at all times," the Foreign Ministry said in a statement posted on its website. "In view of the terrorism threat on the region, no area can be considered safe any longer." The Sahel includes Senegal, Mauritania, Burkina Faso, Mali, Niger, Chad and Northern Nigeria. The two victims were abducted from a bar, bringing to eight the number of French nationals snatched in Niger since last April. They were the first to be seized in the capital Niamey, far from the lawless desert where Islamist militants, rebels and bandits flourish. **SARKOZY DEFENDS ARMY INTERVENTION** "This heinous crime reinforces the resolve of France to fight against terrorists and terrorism ... democracies cannot accept this," President Nicolas Sarkozy said on a visit to France's overseas territory of Guadeloupe. "We will never accept the diktat of terrorists," he said. Defence Minister Alain Juppe, who travels to Niamey on Monday to meet Niger authorities and the French community, told TF1 television that if Paris had not intervened it would have signalled that France no longer fought against terrorism. "It was a hard decision, but we accept the consequences," he said, adding Sarkozy had made the decision to intervene. Analysts say the kidnapping bore the hallmark of an operation by groups linked to al Qaeda in the region. "It is likely ... I think we can say that," French Armed Forces Spokesman Thierry Burkhard said on Sunday when asked whether the kidnappers belonged to al Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM). Weekly magazine Le Point's well-informed defence blog cited military sources as saying a group linked to Mokhtar Belmokhtar, the less radical of AQIM's operatives in the Sahel,

was behind the abduction. It was the second abortive French hostage rescue since July in the arid Sahel region where Paris says it is at war with AQIM, the North African arm of Osama bin Laden's network. **SECOND FAILED OPERATION** Speaking on BFM TV, Axel Poniatowski, president of parliament's foreign affairs commission, said French nationals could no longer see the region as a tourism destination like Morocco or Tunisia and should no longer travel there. Last July another French hostage, Michel Germaneau, 78, was killed by AQIM after a failed French rescue mission in Mali following his abduction in Niger. A high-ranking Nigerien military official told Reuters the two hostages had probably been executed before a confrontation with French and Niger forces and the kidnappers had begun, as the hostages' bodies were found away from the clash area. "The kidnappers were killed in their car ... they were the only people in the car at the time of the clash so the execution happened beforehand," he said, adding all the abductors had been killed. Burkhard did not give details on how many kidnappers were involved or whether they had all been killed. "The risk of hostages being killed was taken into account, but the message sent to the kidnappers was clear, strong, deliberate ... Enough!" a military source close to the operation told Le Point. "We say to the kidnappers: we will hunt down and destroy you, even if our hostages are killed." AQIM, which operates across West and North Africa's vast Sahara desert, is holding another five French citizens, some of whom work for mining giant Areva. They were among a group of seven foreigners kidnapped from the northern mining town of Arlit in September last year.

ELEVEN) – 1,500 FRENCH IN NIGER HESITATE BETWEEN LEAVING AND STAYING

"C'est la première fois que j'ai vraiment peur", confie Michel, un Français de Niamey: après l'enlèvement dans la capitale nigérienne et la mort de deux jeunes Français, beaucoup hésitent entre rester dans le pays et "plier bagages, très vite". Les deux amis d'enfance Antoine de Léocour et Vincent Delory, âgés de 25 ans, avaient été kidnappés vendredi soir par des hommes armés sous les yeux de nombreux clients d'un restaurant très fréquenté de la capitale, notamment par les expatriés. "Nous sommes choqués et affligés", résume Michel, 40 ans dont cinq passés dans ce pays du Sahel. Il est l'un des quelque 1.500 Français vivant au Niger. Les deux otages auraient été exécutés par leurs ravisseurs alors que des militaires français et nigériens tentaient de les libérer, selon Paris. Le rapt n'a pas été revendiqué mais les soupçons se portent sur Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) ou sur un groupe lié à ces jihadistes qui détiennent cinq otages français depuis la mi-septembre 2010 dans le nord-est du Mali. Le quartier résidentiel du Plateau, où a eu lieu le rapt, est pourtant un des plus sécurisés de la ville. Il abrite la présidence de la République, les garnisons de la gendarmerie, la garde nationale et la quasi-totalité des institutions et ONG internationales. Au Toulousain, le restaurant où avaient fait irruption les ravisseurs enturbannés, un prêtre français boit un verre avant d'aller célébrer la messe dans un quartier de Niamey. Il est choqué mais bien décidé à rester. "J'ai vécu dans d'autres pays africains plus dangereux, je ne bouge pas", assure-t-il. "Partir c'est justement ce qu'il ne faut pas faire, c'est leur donner raison", poursuit cet homme dans la soixantaine qui, comme d'autres, n'accepte de témoigner que sous couvert d'anonymat, pour des raisons de sécurité. Dans la capitale nigérienne jusqu'alors considérée comme sûre, de nombreux expatriés, dont des Français, faisaient leurs courses dimanche. Mais le malaise était palpable. "Je suis consterné par la mort des deux jeunes hommes", dit un restaurateur français dans la soixantaine, croisé au Petit Marché, principal marché de primeurs. Pour lui, un départ n'est cependant pas envisageable. "J'ai fait pousser des racines ici, je ne veux pas partir". "Maintenant que les terroristes sont capables de frapper à cent mètres de chez moi, il faut penser à plier bagages, très vite", lance pourtant Walid, libraire franco-libanais d'une trentaine d'années, sortant de son domicile du quartier populaire Liberté, dans le centre-ville. Paris a appelé dimanche les Français à "la plus grande vigilance" dans les pays du Sahel. Si les ravisseurs "ont les moyens d'opérer à Niamey, c'est qu'il n'y a plus de zones sûres", s'alarme un expatrié africain travaillant pour les Nations unies.

TWELVE) – FRENCH DEFENCE MINISTER IN NIGER

Le ministre de la Défense, Alain Juppé, se rendra lundi à Niamey pour rencontrer "les autorités nigériennes et la communauté française" après la mort samedi des deux otages français, au cours d'une opération militaire franco-nigérienne destinée à les libérer, a annoncé dimanche à l'AFP le ministère de la Défense.

THIRTEEN) – EU'S ASHTON OFFERS HELP TO END TERRORISM THREAT IN THE SAHEL

Catherine Ashton a condamné lundi l'assassinat "odieux" des deux Français enlevés au Niger et promis le soutien de l'UE pour aider à "éliminer la menace du terrorisme" dans le Sahel. "Suite à l'enlèvement et l'assassinat de deux jeunes Européens au Niger", Mme Ashton "a exprimé la ferme condamnation par l'UE de cet acte odieux", a indiqué sa porte-parole Maja Kojjancic. Tout en adressant ses "condoléances" aux familles des victimes françaises ainsi qu'aux autorités du Niger et aux proches des militaires nigériens tués samedi, Mme Ashton a tenu à "confirmer la ferme volonté de l'UE de poursuivre ses efforts pour aider le Niger et les autres pays de la région à lutter contre l'extrémisme et la violence". Dans ce but, a-t-elle rappelé, "l'UE travaille à présent sur une stratégie globale pour répondre aux problèmes de sécurité et de développement et éliminer la menace du terrorisme qui représente un grave frein pour la stabilité, les efforts de développement et l'épanouissement de l'économie des pays sahéliens." Fin octobre, les ministres des Affaires étrangères de l'UE avaient chargé Mme Ashton "de définir une stratégie sur le Sahel pour le début de l'année prochaine" afin de "promouvoir la sécurité, la stabilité, le développement et la bonne gouvernance dans la bande sahélienne", composée du Niger, de la Mauritanie et du Mali. Parmi les projets concrets à l'étude, figurent, outre l'aide au développement, des missions de formation de douaniers ou forces de sécurité. Le meurtre des deux jeunes Français, intervenu alors que des forces françaises participaient à une opération contre leurs ravisseurs à la frontière avec le Mali, n'a pas été revendiqué. Mais Paris soupçonne fortement une implication d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), qui séquestre toujours cinq autres Français ainsi qu'un Malgache et un Togolais, enlevés en septembre à Arlit (nord du Niger), site minier du géant du secteur nucléaire français Areva.

FOURTEEN) – GHANA NOT TAKING SIDES IN IVORY COAST CRISIS, SAYS PRESIDENT

Ghana's President John Atta Mills said on Friday his country would not take sides in Ivory Coast's political standoff and that he thinks using force will not solve the problem. Ivory Coast has been in turmoil since a Nov. 28 election in which both incumbent Laurent Gbagbo and his rival Alassane Ouattara claimed victory. World leaders have recognised Ouattara as winner and West African regional bloc ECOWAS has threatened Gbagbo with an intervention. "Ghana is not taking sides, and Ghana will support any government," Mills said during in a speech. "I personally do not think the military option will solve the problem in Ivory Coast."

FIFTEEN) – WEEKEND OF RIOTS IN ALGERIA TOO

Les Algériens tentaient dimanche de reprendre une vie normale après un week-end d'émeutes contre la vie chère ayant fait trois morts auxquelles le gouvernement a répondu dans l'urgence par des mesures destinées à juguler la flambée des prix des denrées alimentaires de base. Ces violences ont fait trois morts et 800 blessés dont 763 policiers, selon les derniers chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur qui a aussi annoncé un millier d'interpellations. Une quatrième personne, un jeune homme, est mort par balle samedi soir dans la région de Tiaret, à environ 340 km à l'ouest d'Alger, alors qu'il tentait avec son père de défendre leur bar contre un groupe de casseurs, selon des sources concordantes. En ce début de semaine en Algérie, le calme semblait revenu dans toutes les villes et bourgs où les émeutes ont éclaté le 5 janvier, selon des témoins interrogés par l'AFP. A Alger, après quelques hésitations, les commerçants ont finalement commencé à rouvrir leurs locaux. Le trafic ferroviaire, interrompu depuis jeudi, a repris dimanche depuis Alger et dans le reste du pays, a annoncé la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF). Quant à la baisse des prix promise samedi soir par le gouvernement à l'issue d'une très longue réunion interministérielle, elle était en cours de mise en oeuvre. Le gouvernement a annoncé la suspension temporaire de taxes de l'ordre de 41% dont doivent bénéficier importateurs, producteurs, et distributeurs de produits de première nécessité pour pouvoir répercuter la baisse vers les détaillants. Le ministre du Commerce Mustapha Benbada devait rencontrer les opérateurs du secteur dans l'après-midi, a annoncé la radio nationale. Dans le même temps, le gouvernement est déterminé à mettre fin aux saccages perpétrés par des bandes de jeunes protestataires. Le ministre de l'Intérieur Dahou Ould Kablia a annoncé l'arrestation d'un millier de manifestants, notamment grâce aux images des caméras de surveillance, déployées massivement dans les rues d'Alger depuis six mois. Les personnes arrêtées, dont de

nombreux mineurs, devaient commencer à être jugées, a indiqué M. Ould Kablia, ajoutant que leurs actes "ne resteront pas impunis".

SIXTEEN) - TUNISIAN GOVERNMENT ADMITS 14 DEAD IN RIOTS

Quatorze personnes sont mortes pendant les affrontements survenus le week-end à Thala et Kasserine, dans le centre-ouest de la Tunisie, selon un nouveau bilan officiel donné dimanche par le gouvernement.

SEVENTEEN) - EU'S ASHTON URGES IMMEDIATE LIBERATION OF TUNISIA DEMONSTRATORS

La porte-parole de la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a appelé lundi à la libération immédiate des personnes qui manifestaient pacifiquement en Tunisie, conditionnant un renforcement des relations avec l'UE aux droits de l'Homme. "Nous appelons à la retenue dans le recours à la force et au respect des libertés fondamentales. Nous appelons en particulier à la libération immédiate des bloggeurs, journalistes, avocats et autres personnes détenues, qui manifestaient pacifiquement en Tunisie", a déclaré Maja Kocijancik. Mme Ashton est "inquiète" de la violence qui a émaillé ces manifestations en Tunisie et "nous déplorons la violence et les morts", a souligné sa porte-parole. "Nous appelons toutes les parties à engager le dialogue en vue de trouver une solution aux problèmes qui ont été soulevés par les manifestants", a-t-elle ajouté. Rappelant que l'UE discutait actuellement avec la Tunisie d'un renforcement de leur relation bilatérale, Mme Kocijancik a souligné que "le renforcement de cette relation requiert des engagements accrus sur tous les sujets, en particulier dans le domaine des droits de l'Homme et des libertés fondamentales". La révolte sans précédent que connaît la Tunisie depuis la mi-décembre contre le chômage a dégénéré ce week-end en émeutes sanglantes, faisant quatorze morts à Thala et Kasserine selon le gouvernement, et au moins 20 selon l'opposition.

EIGHTEEN) - FRANCE DEPLORES TUNISIA VIOLENCE

La France déplore les violences en Tunisie et appelle à l'apaisement, a affirmé lundi le ministère des Affaires étrangères pour qui "seul le dialogue" permettra de surmonter les problèmes économiques et sociaux. "Nous déplorons les violences, qui ont fait des victimes, et appelons à l'apaisement", a déclaré lors d'un point-presse le porte-parole du ministère, Bernard Valero. "La Tunisie est confrontée à des problèmes économiques et sociaux. Seul le dialogue permettra aux Tunisiens de les surmonter. La coopération entre la France et la Tunisie, qui est fortement orientée sur l'emploi, le restera", a-t-il ajouté. "Aujourd'hui, l'urgence en Tunisie est à l'apaisement", a-t-il insisté. La révolte sans précédent que connaît la Tunisie depuis la mi-décembre contre le chômage a dégénéré ce week-end en émeutes sanglantes, faisant quatorze morts à Thala et Kasserine selon le gouvernement, et au moins 20 selon l'opposition. Dans sa déclaration, Bernard Valero ne reprend que le bilan des autorités tunisiennes. "Nous sommes profondément attristés par le bilan humain des affrontements meurtriers du week-end en Tunisie. On compterait au moins 14 morts et de nombreux blessés", indique à ce sujet le porte-parole. Interrogé sur les détentions de blogueurs tunisiens, il répond d'autre part n'avoir "pas d'information précise à ce stade sur les blogueurs tunisiens arrêtés". "Nous rappelons notre attachement à la liberté d'expression en Tunisie et partout dans le monde", affirme-t-il. La semaine dernière, la France, dont la Tunisie est l'un des plus proches partenaires en Afrique du Nord, s'était bornée à appeler à l'apaisement, sans se prononcer sur la répression des manifestations et l'arrestation de blogueurs.

Brussels

